

Seconde LFR 2011 : Des dispositions en matière d'IS pénalisantes pour les entreprises

Second Amending Finance Act for 2011 : CIT provisions critical to companies

Introduction

A la suite du plan de réduction des déficits annoncé par François Fillon le 24 août dernier, deux dispositions fiscales importantes intéressant les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés ont d'ores et déjà été adoptées dans le cadre de la seconde loi de finances rectificative pour 2011 ("LFR 2011"), publiée au JO le 20 septembre 2011.

Il s'agit de la limitation des possibilités de report en avant et en arrière des déficits des sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés ("IS") et du doublement de la quote-part de frais et charges relatives aux plus-values à long terme sur titres de participation exonérées à réintégrer au résultat imposable.

Pursuant to the deficit reduction plan announced by François Fillon on 24 August 2011, two tax measures that are critical to companies subject to French corporate income tax ("CIT") have already been adopted in the second Amending Finance Act for 2011, published in the *French Journal Officiel* on 20 September 2011.

These provisions deal with the limitation on tax losses carry-forward and carry-back rules for companies subject to CIT, and to the doubling of the lump-sum amount added back to the taxable income upon recognition of long-term capital gains falling within the participation exemption regime.

Key Issues

Limitation des possibilités de report en avant et en arrière des déficits fiscaux /
Limitation on tax losses carry-forward and carry-back rules

Doublement de la quote-part de frais et charges / Doubling of the amount of the lump-sum

If you would like to know more about the subjects covered in this publication or our services, please contact:

[Eric Davoudet](#) +33 1 44 05 52 72

[Alexandre Lagarrigue](#) +33 1 44 05 52 73

[Julien Ruderman](#) +33 1 44 05 52 84

[Eric Zeller](#) +33 1 44 05 52 68

To email one of the above, please use
firstname.lastname@cliffordchance.com

Clifford Chance, 9 Place Vendôme, CS
50018, 75038 Paris Cedex 01, France
www.cliffordchance.com

1. Limitation des possibilités de report en avant et en arrière des déficits fiscaux des sociétés soumises à l'IS

La LFR 2011 limite le report en avant et en arrière des déficits fiscaux des sociétés soumises à l'IS comme suit :

- Report en avant des déficits

Jusqu'à présent, les déficits fiscaux des sociétés soumises à l'IS étaient reportables en avant et imputables sur leurs bénéfices fiscaux futurs sans limitation de montant ni de durée (la seule limite étant l'absence de changement d'activité).

L'article 2 de la LFR 2011 instaure un plafond d'imputation des déficits reportables en avant.

Le montant du déficit reportable pouvant être imputé sur les bénéfices de chaque exercice ultérieur est désormais plafonné à 60% de la fraction du bénéfice imposable de l'exercice concerné qui excède 1 million €. Compte tenu de cette nouvelle limitation, une société réalisant un bénéfice fiscal supérieur à 1 million € est désormais redevable de l'IS même si elle dispose de déficits fiscaux reportables d'un montant supérieur à son bénéfice fiscal.

Jusqu'à un bénéfice fiscal de 1 million €, le plafonnement de l'imputation des déficits reportables ne joue pas. Ce seuil a été retenu afin de ne pas pénaliser les PME.

La fraction du déficit non imputable au titre d'un exercice compte tenu du plafond d'imputation demeure néanmoins reportable sur les bénéfices des exercices suivants sans limitation de durée et est imputable avec la même limite tenant au plafond d'imputation.

Exemple : une société soumise à l'IS dispose à la clôture de l'exercice 2010 d'un stock de déficits fiscaux reportables d'un montant de 30 millions €. Elle réalise au titre de l'exercice fiscal clos au 31 décembre 2011 un bénéfice fiscal de 10 millions €.

Le déficit fiscal imputable sur le bénéfice fiscal est égal à 6,4 millions € [1 million € + (9 millions € X 60%)].

Le bénéfice fiscal imposable après imputation plafonnée du déficit reportable est égal à 3,6 millions € et l'IS dû s'élève à 1,24 millions €.

Le solde de déficit fiscal restant reportable s'élève à 23,6 millions €.

1. Limitation on tax losses carry-forward and carry-back rules for companies subject to CIT

The carry-forward and carry-back of tax losses is restricted by the second Amending Finance Act for 2011 as follows:

- Tax losses carry-forward

Until the second Amending Finance Act for 2011, tax losses of companies subject to CIT could be carried forward and set off against future taxable profits, without limitation as to the amount, and without time-bar limitation.

Article 2 of the second Amending Finance Act for 2011 implements a cap on the offset of tax losses carried forward against taxable income.

The amount of tax losses carried forward that can be set off against subsequent taxable income is now capped to 60% of the amount of taxable profits of each subsequent fiscal year in excess of €1 million. Taking into account this new limit, a company that generates taxable profits in excess of €1 million during a given fiscal year will have to pay CIT even if tax losses carried forward exceed the amount of its taxable profits.

There is no application of the tax losses carry-forward cap below the €1 million threshold. This threshold aims at excluding small and medium-sized companies from the new regime.

However, the portion of tax losses for which deduction is denied as a result of the cap remains available for carry-forward in subsequent fiscal years without time-bar limitation but subject to the same limits as to the amount available for set off.

Example: A company subject to CIT has €30 million of carried-forward tax losses at the end of fiscal year 2010. The company generates €10 million of taxable profits in the fiscal year ending on 31 December 2011.

The amount of tax losses that can be set off against the taxable profits is €6.4 million (€1 million + (€9 million X 60%)).

Therefore, the taxable profit subject to tax after deduction of a portion of the tax losses carried forward is €3.6 million, and the resulting CIT amount payable is €1.24 million.

The amount of carry-forward tax losses that remain available is €23.6 million.

La LFR 2011 ne prévoit pas de règles spécifiques en matière d'intégration fiscale. Le plafonnement de l'imputation des déficits devrait donc s'appliquer selon les mêmes règles en ce qui concerne l'imputation des déficits reportables du groupe sur le bénéfice fiscal d'ensemble. La limite d'1 million € n'est prise en compte qu'une fois indépendamment du nombre de sociétés membres du groupe fiscal.

Le LFR 2011 ne modifie pas la durée de report en avant des déficits fiscaux qui restent donc reportables de manière illimitée.

Cette disposition est applicable aux exercices clos à compter du lendemain de la date de publication au JO de la LFR 2011, donc de manière rétroactive pour la détermination des résultats fiscaux des exercices clos à compter du 21 septembre 2011.

Ces nouvelles règles sont applicables aux stocks de déficits des sociétés soumises à l'IS encore reportables à l'ouverture de l'exercice en cours dont les possibilités d'imputation se trouvent réduites. Outre la charge d'IS de l'exercice en cours, elles vont donc avoir une incidence sur les comptes sociaux (sociétés intégrées) et consolidées des sociétés qui disposent de déficits fiscaux reportables.

- Report en arrière des déficits (carry back)

Jusqu'à présent, les sociétés soumises à l'IS pouvaient opter pour le report en arrière de leurs déficits fiscaux sur les bénéfices fiscaux des trois exercices précédant l'exercice à l'origine des déficits, la créance sur le Trésor correspondant à l'IS acquitté au titre de ces bénéfices fiscaux pouvant être utilisée pour le paiement de l'IS (avec un remboursement du montant non imputé à l'issue de la cinquième année).

La LFR 2011 limite considérablement le champ d'application du carry back :

- le report en arrière des déficits n'est désormais possible que sur le bénéfice de l'exercice précédant celui de réalisation du déficit et avec une option qui doit être exercée dans le délai de dépôt de la déclaration de résultats de l'exercice de constatation du déficit dont le report en arrière est demandé ;
- le déficit reportable en arrière est plafonné à 1 million €.

Comme la limitation concernant le report en avant des déficits, cette disposition est applicable aux exercices clos à compter du lendemain de la date de publication au JO de la LFR 2011.

The second Amending Finance Act for 2011 does not implement specific rules with respect to the French tax consolidation regime (*intégration fiscale*). Therefore, the same rules should apply with respect to the cap on the amount of group tax losses that may be set off against group taxable profits. The €1 million threshold should apply only once whatever the number of companies within the tax group.

The second Amending Finance Act for 2011 does not implement a time-bar limitation for the carry-forward of tax losses, which can therefore be carried forward indefinitely.

The new rules apply to fiscal years closed on or after the day following the publication of the second Amending Finance Act for 2011 in the French *Journal Officiel*, and therefore retroactively for fiscal years closed on or after 21 September 2011.

These new rules are applicable to the amount of tax losses of companies subject to CIT that are available for carry-forward at the beginning of the first fiscal year to which the new cap applies. In addition to the CIT due with respect to the current fiscal year, these rules will therefore impact solo financial statements as well as consolidated financial statements of companies having carry-forward tax losses.

- Tax losses carry-back

Until the second Amending Finance Act for 2011, companies subject to CIT could elect to carry-back their tax losses against taxable profits of the three fiscal years preceding the period in which the tax losses were recognized. The tax credit corresponding to the CIT paid on these taxable profits could be used for the payment of subsequent CIT (and could be reimbursed for any unused amount at the end of a 5-year period).

The second Amending Finance Act for 2011 considerably reduces the scope of the tax loss carry-back rules:

- The carry-back of tax losses is now limited only to the taxable profits of the fiscal year preceding the period in which the tax losses are recognized. Furthermore, the company must elect to carry-back the tax losses within the time allowed for the filing of the tax return for the tax period at the origin of the tax losses.
- The carry-back of tax losses is now limited to €1million.

As for the limitation to the carry-forward of tax losses, this provision applies to fiscal years closed on or after the day following the publication of the second Amending Finance Act for 2011 in the French *Journal Officiel*.

2. Doublement de la quote-part de frais et charges relatives aux plus-values à long terme sur titres de participation à réintégrer au résultat imposable

La LFR 2011 prévoit l'augmentation de 5% à 10% de la quote-part pour frais et charges relatives aux plus-values à long terme sur titres de participation exonérées des sociétés soumises à l'IS, qui doit être réintégrée dans le résultat imposable au taux normal de l'IS.

Le montant de l'imposition effective des plus-values à long terme sur titres de participation exonérées passe donc de 1,72% à 3,44%.

Cette mesure avait été annoncée dans le cadre du plan de réduction des déficits mais devait être présentée dans le projet de loi de finances pour 2012 et s'appliquer aux exercices clos en fin d'année 2011. Compte tenu des arbitrages budgétaires, elle a été ajoutée au PLFR 2011 avec un effet rétroactif "renforcé", dès lors qu'elle s'applique rétroactivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

D'autres dispositions fiscales intéressant les sociétés soumises à l'IS seront vraisemblablement proposées dans le cadre du projet de loi de finances pour 2012 et du projet de loi de finances rectificative pour 2011 de fin d'année. En effet, l'impôt sur les sociétés est actuellement au cœur de tous les débats avec à la fois l'annonce répétée par le gouvernement d'un alignement souhaité de notre fiscalité sur celle applicable en Allemagne et le rapport d'information de Gilles Carrez sur l'application des mesures fiscales contenues dans les lois de finances qui a conclu à une inégalité dans la charge d'impôt entre petites et grandes entreprises et qui fournit des pistes de réformes.

2. Doubling of the amount of the lump-sum added back to the taxable income upon recognition of long-term capital gains falling within the participation exemption regime

Article 4 of the second Amending Finance Act for 2011 increases from 5% to 10% the lump-sum amount of the long-term capital gains on disposals of shareholdings benefitting from the participation exemption regime, which must be added back to the taxable income subject to CIT.

Accordingly, the effective tax rate applicable to long-term capital gains on disposals of shares benefitting from the participation exemption regime increases from 1.72% to 3.44%.

This provision was announced as part as the deficit reduction plan, but was expected to be included in the Financial Act for 2012 with an application to fiscal years ending at the end of 2011. Given the recent budget arbitrages, it was instead added to the second Amending Finance Act for 2011 with a harsher retroactive effect as it applies retroactively to fiscal years beginning on or after 1st January 2011.

Other tax provisions affecting companies subject to CIT will probably be included in the Financial Bill for 2012 and in the next Amending Finance Bill for 2011 which will be enacted by the end of 2011. Indeed, CIT is a central theme in current debates, with both repeated announcements from the French Government of its intention to align the French tax system to the German tax system, and an Information Report from Gilles Carrez (MP) on the application of tax measures taken in Financial Acts, which concluded that small and large companies are not in equal positions with respect to their respective tax liabilities. The Information Report offers several proposals to reform the French tax system.

This Client briefing does not necessarily deal with every important topic or cover every aspect of the topics with which it deals. It is not designed to provide legal or other advice.

www.cliffordchance.com

Abu Dhabi ■ Amsterdam ■ Bangkok ■ Barcelona ■ Beijing ■ Brussels ■ Bucharest ■ Dubai ■ Düsseldorf ■ Frankfurt ■ Hong Kong ■ Kyiv ■ London ■ Luxembourg ■ Madrid ■ Milan ■ Moscow ■ Munich ■ New York ■ Paris ■ Prague ■ Riyadh* ■ Rome ■ São Paulo ■ Shanghai ■ Singapore ■ Tokyo ■ Warsaw ■ Washington, D.C.

* Clifford Chance also has a co-operation agreement with Al-Jadaan & Partners Law Firm in Riyadh and a 'best friends' relationship with AZB & Partners in India and with Lakatos, Köves & Partners in Hungary.